



Projet Société Civile et Démocratie Participative : pour une implication renforcée au débat public et politique des acteurs et actrices du Souss-Massa

TERMES DE REFERENCE

MISE EN PLACE D'UNE « FORMATION SUR LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES » A DESTINATION DES CONSEILLERES COMMUNALES DE LA REGION SOUSS MASSA

Septembre 2020

Cofinancé par
l'Union européenne



OBJET

Cet appel à candidatures a pour objet la sélection d'un bureau d'étude et/ou de formateurs indépendants pour réaliser un plan de formation relatif au renforcement des capacités des conseillères communales dans la région Souss - Massa en matière de Leaderships féminin.

PRESENTATION DE MIGRATIONS & DEVELOPPEMENT

M&D est une association franco-marocaine, créée en 1986 par des migrants marocains pour mener des actions de développement dans leur région d'origine, l'Atlas et Anti-Atlas, frappée par une sécheresse depuis les années 70.

Avec l'appui d'experts bénévoles français, les premières actions ont porté sur les infrastructures : électrification décentralisée, retenues collinaires, écoles, dispensaires, eau potable etc. Progressivement, des programmes de développement ruraux intégrés ont été élaborés en participation avec les populations locales et les migrants. M&D est soutenu par des chercheurs, des bailleurs de fonds du Nord et les autorités locales et nationales marocaines.

Sa stratégie d'intervention se décline autour de 6 composantes : La gouvernance locale, l'environnement, l'économie sociale et solidaire, les droits de l'Homme et le développement local, et enfin, la capitalisation et la diffusion des approches d'intégration de la migration et développement dans la planification territoriale.

L'association a structuré une méthode d'intervention fondée sur trois principes d'action : (1) Une démarche participative impliquant les acteurs du territoire, afin de favoriser la mutualisation de compétences et savoir-faire ; (2) Un principe de solidarité et d'entraide ; (3) Un partenariat avec les autorités locales et les institutions.

PRESENTATION DU PROJET ET CONTEXTE DE LA FORMATION

Le projet **Société Civile et Démocratie Participative : pour une implication renforcée au débat public et politique des acteurs et actrices du Souss-Massa**, est porté par Migrations & Développement (M&D) en partenariat avec le Forum des Initiatives des Jeunes (FIJ) et l'Association Femmes du Sud (AFS), sur une période de 3 ans depuis janvier 2018. Il est soutenu financièrement par l'Union Européenne dans le cadre du *Programme d'Appui à la Société Civile au Maroc*, et par l'Agence Française de Développement.

Ce projet part de l'idée que la société civile est un levier de changement dans les pratiques démocratiques et constitue un vivier important en ce sens au Maroc et particulièrement dans la région Souss Massa, où elle se caractérise par sa forte implication dans le développement communautaire des zones les plus vulnérables. Il s'appuie sur l'existence d'un cadre juridique favorable à la participation citoyenne, et l'Egalité Homme-Femme, notamment la Constitution de 2011. Celle-ci conforte le rôle actif de la société civile, renforce le processus de décentralisation et consacre l'adoption de la démocratie et l'intégration du genre comme mécanisme favorisant l'implication des citoyens et citoyennes dans la gestion des affaires publiques. Pourtant, le constat réalisé sur le terrain révèle la faiblesse de la participation du tissu associatif régional, notamment les femmes et les jeunes dans l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques publiques locales.

Ainsi le projet a pour objectif de contribuer au renforcement de la démocratie et du dialogue pluri-acteurs au Maroc en renforçant l'implication et la participation de la société civile, dont les jeunes et les femmes, au débat public et politique dans la région Souss - Massa.

L'intégration de la femme dans de vie politique, économique et sociale, n'est pas seulement liée à leur participation et leur accès aux institutions, mais aussi à leur autonomisation effective dans la prise de décision, qui se heurte à un certain nombre de contrainte dont la culture dominante et la volonté politique. Cela confirme la lenteur des progrès des femmes dans la vie publique, compte tenue de l'arsenal juridique et des mesures que le Maroc a adopté ces dernières années, malgré le volume et l'intensité de la participation politique des femmes.

Le défi reste donc, de consolider une nouvelle culture qui croit au rôle de la femme dans le développement en leur territoire et les outiller pour produire et/ou de contribuer à prendre des décisions. Le but est de résoudre la contradiction et la duplication de la vision sociale vis-vis le rôle de la femme et de chercher des solutions stratégiques visant à les faire progresser, surtout après que la femme a imposé leur présence au niveau sociale, économique culturelle et scientifiques, alors que son rôle reste limité au niveau politique et dans la gestion des affaires publiques.

Dans ce contexte, et en lien avec la dynamique du projet « d'Appui et renforcement des capacités des conseillères communales » porté par l'Association Femme pour le Développement et la Culture, financé par la caisse d'appui à la représentativité des femmes de ministère de l'intérieure qui a pour objectif d'accompagner et de former un groupe de 30 femmes leaders pour faciliter leur implication dans la vie politique et publique.

OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

L'objectif global de la formation est de renforcer les capacités de femmes associatives leaders et conseillères communales de la région du Souss - Massa en matière de leadership politique féminin, pour mieux pérenniser et affirmer leur engagement dans le territoire, et de faciliter leur accès aux postes de décision.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Renforcer les capacités des ONG féminines pour influencer les processus de sensibilisation et de conscientisation concernant l'égalité et les droits des femmes,
- Renforcer le niveau de compréhension des enjeux de la participation politique des femmes,
- Promouvoir la participation politique et encourager les femmes leaders associatifs à prendre part aux instances de gouvernance locale.

Les résultats attendus

Pour faciliter l'appropriation du contenu prévu dans le cadre de cette formation, il est prévu un cycle de formation en 4 modules de formation de 2 jours, à savoir :

Module 1 : le cadre juridique et institutionnel de la participation féminine.

- **R1** : les lois réglementaires concernant le genre et l'égalité Femmes-Hommes sont appréhendés par les femmes participantes
- **R2** : des mécanismes institutionnels permettant la promotion de la participation politique des femmes sont débattus

Modules 2 : la planification territoriale (PAC, PDP et PDR)

- **R1** : les concepts et l'utilité de la planification participative sont discutés et sont appropriés par les femmes participantes,
- **R2** : les processus de planification sont maîtrisés par les participantes, leurs permettant de suivre l'intégration du genre dans les PAC, PDP et PDR.

Modules 3 : Les mécanismes de consultation et la participation citoyenne

- **R1** : la cadre juridique de la consultation et de la concertation citoyenne sont discutés et débattu par les femmes
- **R2** : Les femmes sont dotées des techniques et outils de consultation publique et sur les mécanismes d'intégration du genre.
- **R3** : Les femmes sont outillées pour affronter les défis et enjeux de la participation politique à la vie politique et associative.

Modules 4 : Leadership féminin

- **R1** : Les femmes sont conscientes de l'importance du leadership féminin et de ses caractéristiques
- **R2** : les femmes sont dotées de techniques leur permettant l'identification des blocages et de les dépasser
- **R3** : Les participantes ont amélioré leurs compétences communicationnelles (écoute active, animation, prise de parole, confiance en soi...)

LIVRABLES DE LA PRESTATION

1. Une note méthodologique finale, revue après une première réunion de cadrage avec M&D et l'Association Femmes pour le Développement et la Culture, présentant les objectifs pédagogiques de la formation, le plan de séances des formations, le contenu détaillé de quatre modules et les outils nécessaires pour leurs mises en œuvre et préciser les indicateurs de suivi et évaluation des acquis de la formation,
2. Un rapport de formation **par module**, contenant :
 - Le rappel des objectifs pédagogiques de la formation.
 - La synthèse du déroulement de la formation, précisant le contenu des échanges et débats avec les participants et les questions fréquemment posées.

- L'analyse qualitative des résultats de l'évaluation par les participants et du degré d'atteinte des objectifs.
 - Des éventuelles recommandations.
 - Les supports pédagogiques.
 - Fiches d'évaluation originales.
3. Supports de formations et documents d'appui (documentation à distribuer aux participantes).
 4. Rapport global des deux modules.

METHODOLOGIE DE LA FORMATION

POINT A PRENDRE EN CONSIDERATION DANS LA FORMATION :

- La méthodologie à adopter doit être participative et interactive,
- Alternier des présentations en plénière et des travaux de groupe pour mieux mobiliser l'expérience des participantes et faciliter une meilleure appropriation,
- Faire recours aux techniques d'animation les plus adaptées aux modules de formations et à les diversifier pour créer, maintenir et animer la dynamique du groupe :
 - Brainstorming, questions-réponses
 - Supports audiovisuels
 - Jeux de rôle, exercices et cas pratiques

LIEUX DE LA FORMATIONS, CALENDRIER ET PUBLIQUES CIBLES

THEMATIQUES	PROPOSITION DE DATES	LIEUX	PUBLIQUES CIBLES
MODULE 1 : le cadre juridique et institutionnel de la participation féminine	17 et 18 Octobre	Agadir ou Tiznit	30 Conseillères communale
MODULE 2 : la planification territoriale (PAC, PDP et PDR)	24 et 25 Octobre	Agadir ou Tiznit	30 Conseillères communale
MODULE 3 : Les mécanismes de consultation et la participation citoyenne	7 et 8 Novembre	Agadir ou Tiznit	30 Conseillères communale
Module 4 : leadership féminin	21 et 22 Novembre	Agadir ou Tiznit	30 Conseillères communale

CANDIDATURE

CONTENU DES OFFRES

Les soumissionnaires sont tenus d'envoyer leurs offres contenant les éléments suivants :

- Une offre technique :
 - o Une note méthodologique contenant une analyse des résultats attendus de la prestation et de son contexte et précisant le contenu, les outils et la démarche pédagogique des formations.
 - o Les CV et des références (obligatoires) de l'équipe de formatrices / formateurs.
- Une offre financière détaillée des honoraires des formatrices / formateurs comprenant les frais de transport.

PROFILS RECHERCHES

Les soumissionnaires doivent avoir :

- Une formation universitaire en sciences sociales ou autres domaines en relation avec la prestation demandée,
- Une expérience pertinente, d'au moins 5 ans, en matière de renforcement des capacités des femmes et de leurs organisations,
- Formation complémentaire et/ou expérience dans l'animation des formations sur le genre, le cadre juridique, le leadership, la gouvernance locale et participation,
- Avoir des bonnes capacités de communication et animation.

DEPOT DES OFFRES

Les soumissionnaires sont priés d'envoyer leur dossier avant le **10/10/ 2020** à l'adresse mail indiquée ci-dessous. Une notification de réception est envoyée aux candidates / candidats :

contact-scdp@migdev.org en mettant en copie les emails suivants : zahra.amarine@migdev.org
mohamed.mansour@migdev.org

NB :

- *Le contrat de prestation fera l'objet d'une procédure d'exonération de la TVA*
- *Les auto - entrepreneurs sont aussi invités à postuler.*